

8.1

À la recherche de la paix

II A « GRANDE ALLIANCE » entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union soviétique, instituée pour combattre la menace nazie, résiste mal à l'effondrement de cette dernière. Après avoir gagné la guerre, l'Alliance doit maintenant gagner la paix, ce qui s'avère souvent plus difficile. Pendant qu'est fondée une nouvelle organisation internationale, les premiers craquements se font sentir entre les vainqueurs.

8.1.1

La Grande Alliance face à la victoire

Dès 1941, soit plusieurs mois avant leur propre entrée en guerre, les États-Unis s'étaient solidarisés avec la Grande-Bretagne, restée seule en lice contre Hitler après la défaite française. Une loi dite du « Prêt-bail » permettait de fournir aux Britanniques du matériel

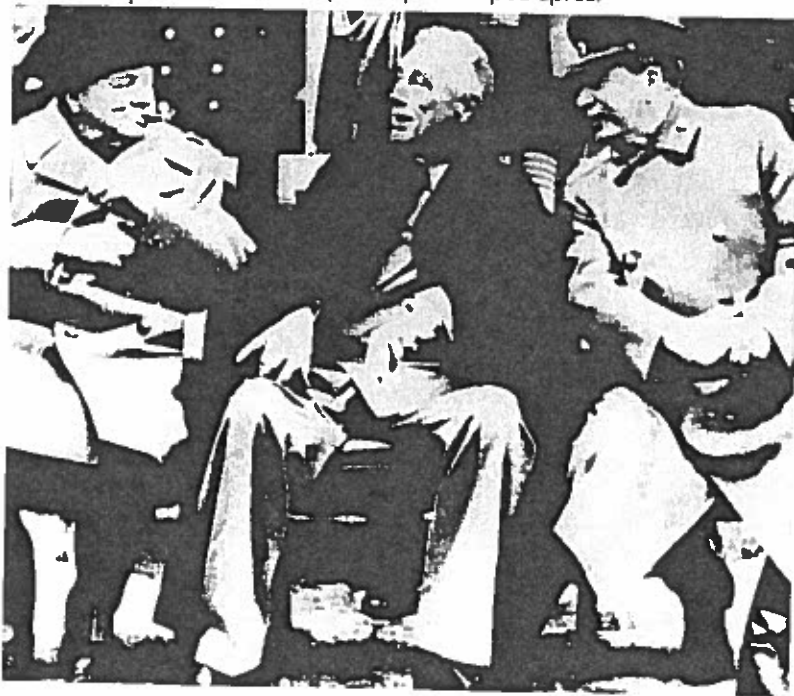
états-unien, et les chefs des deux gouvernements, lors d'une célèbre rencontre sur un bateau en plein océan, avaient proclamé solennellement leurs buts de guerre dans la charte de l'Atlantique : pas d'annexion territoriale, droit des peuples à l'autodétermination, liberté des mers, réduction des armements.

L'attaque allemande contre l'URSS amène les deux puissances anglo-saxonnes à se rapprocher de cette dernière et, après l'entrée en guerre des États-Unis, ce qu'on appellera la Grande Alliance prend forme, quoique encore mal assurée et pleine de sous-entendus et d'arrière-pensées. Chaque partenaire se soucie en effet de l'après-guerre, cherchant à s'assurer de nouvelles zones d'influence et à bloquer les initiatives concurrentes de ses alliés. C'est ainsi qu'à travers de nombreuses rencontres à différents niveaux (Casablanca, Québec, Téhéran), des négociations parfois ardues tentent tout à la fois de définir des stratégies communes pour assurer la victoire et de jeter les bases du retour à la paix.

En février 1945 se tient la Conférence de Yalta ⁴, alors que la situation politico-militaire globale est tout à l'avantage de Staline : tandis que les Alliés occidentaux piétinent toujours sur le Rhin, les Soviétiques sont devant Berlin et se sont d'ores et déjà assuré la maîtrise de toute l'Europe centrale et orientale, Tchécoslovaquie exceptée. Et les États-Unis ont besoin que l'URSS entre en guerre contre le Japon, afin de hâter la défaite de ce dernier, qui résiste opiniâtrement, île par île, à la poussée des marines. Les accords de Yalta portent sur la formation de l'Organisation des Nations Unies, sur la tenue d'élections libres dans les pays libérés ⁵, particulièrement en Pologne, sur l'occupation de l'Allemagne par les vainqueurs

⁴ Yalta, février 1945

Churchill et Staline entourent un Roosevelt dont les traits portent la marque de la maladie qui l'emportera peu après.



et sur un important déplacement des frontières polonaises vers l'Ouest, au détriment de l'Allemagne et au bénéfice de l'URSS. Loin d'être un « partage du monde » entre superpuissances ou un « nouveau Munich » où les Occidentaux se seraient écrasés devant les exigences de Staline comme la France et la Grande-Bretagne devant celles d'Hitler en 1938, ces accords de Yalta reflètent assez bien la situation du moment. Bien sûr, Staline ne tiendra pas son engagement quant à des élections libres en Pologne, mais les Occidentaux n'avaient guère de moyens concrets pour l'y contraindre.

L'Allemagne ayant capitulé, la Conférence de Potsdam (juillet 1945) décide le désarmement complet et la « dénazification » du vaincu, entièrement placé sous une occupation militaire répartie en quatre zones (américaine, soviétique, britannique et française) à l'intérieur desquelles chaque occupant prélèvera ses « réparations » ■.

Mais, derrière ces apparences de cohésion et d'harmonie entre les vainqueurs, on peut déjà percevoir la ligne de faille qui va bientôt les diviser. Alors que les bombardements atomiques sur

Déclaration sur l'Europe libérée

Le premier ministre de l'Union des républiques socialistes soviétiques, le premier ministre du Royaume-Uni et le président des États-Unis d'Amérique [...] déclarent ensemble leur volonté commune de mettre en accord, pendant la période temporaire d'instabilité de l'Europe libérée, les politiques de leurs trois gouvernements, en vue de prêter assistance aux peuples libérés de la domination de l'Allemagne nazie et aux peuples des États d'Europe anciens satellites de l'Axe, pour résoudre, par des voies démocratiques, les problèmes politiques et économiques urgents.

L'établissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique nationale devront être réalisés par des voies qui permettront aux peuples libérés de détruire les derniers vestiges du nazisme et du fascisme et de créer des institutions démocratiques de leur choix. Tel est le principe de la charte de l'Atlantique : droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement

sous lequel ils désirent vivre, restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que des pays agresseurs en ont privés par la force.

Pour favoriser les conditions dans lesquelles les peuples libérés pourront exercer ces droits, les trois gouvernements prêteront ensemble assistance aux peuples de tous les États européens libérés et des États anciens satellites de l'Axe en Europe chez lesquels ils jugeront que la situation l'exige en vue de : a) établir les conditions de la paix intérieure, b) prendre des mesures d'urgence pour aider les individus plongés dans la détresse, c) former des gouvernements intérimaires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques de la population, qui s'engageraient à faire établir aussitôt que possible, par des élections libres, des gouvernements répondant à la volonté du peuple et d) faciliter, là où ce sera nécessaire, le processus de ces élections.

Extrait du communiqué final de la Conférence de Yalta, 11 février 1945.

6 L'Europe en 1945

